

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITE SYNDICAL DU 23 SEPTEMBRE 2020

Convocations adressées le : 14 septembre 2020

Nombre de délégués titulaires présents : 11

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 3

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 14

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Frédéric AUGIS ; Christophe BOULANGER ; Emmanuel DENIS ;
Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Christian GATARD ; Michel GILLOT ;
Sébastien MARAIS ; Franck MAZET ; Brigitte PINEAU ; Laurent RAYMOND ;
Wilfried SCHWARTZ

Suppléants à voix délibérative :

Ludovic BOURDIN ; Corinne CHAILLEUX ; Michel PADONOU ;

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Absents excusés :

Alain BENARD ; Emmanuel FRANCOIS ; Patrick LEFRANCOIS ;

Secrétaire de séance :

Corinne CHAILLEUX

**C 20/09/09 – RESSOURCES HUMAINES – EXERCICE DU DROIT A
LA FORMATION DES DELEGUES DU SYNDICAT DES MOBILITES
DE TOURAINE.**

Monsieur Wilfried SCHWARTZ, Président, présente le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux, l'article L.5216-4 du code général des collectivités territoriales reconnaît aux délégués le droit de suivre des formations adaptées à leurs fonctions selon les modalités prévues aux articles L. 2123-12 à L. 2123-16 pour les délégués.

Il appartient en conséquence au Comité Syndical de se prononcer dans les trois mois qui suivent son renouvellement, sur les orientations et les crédits ouverts au titre de l'exercice du droit à la formation de ses membres, dans les limites suivantes :

1. les formations suivies doivent être adaptées aux fonctions des délégués concernés,
2. elles doivent être impérativement dispensées par des organismes qui ont fait l'objet d'un agrément délivré par le Ministre de l'intérieur après avis du Conseil national de la formation des élus métropolitains.
3. le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20% du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux délégués du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Les dépenses de formation comprennent :

- les frais d'enseignement,
- les frais de déplacement et de séjour,
- la compensation de la perte éventuelle de revenu justifiée par les élus salariés dans le cadre du congé de formation de 18 jours qu'ils peuvent demander à leurs employeurs pour l'exercice de leur droit au titre de la totalité de leurs mandats. Dans cette hypothèse, la compensation est limitée à 18 jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demi la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

En conséquence, il est proposé au Comité Syndical de bien vouloir valider les orientations et politiques de formation suivantes :

Axe n° 1 : les fondamentaux de la gestion des politiques locales

Soit, à titre d'exemple :

- l'intercommunalité,
- les finances publiques,
- les marchés publics,
- les modes de gestion des services publics,
- la démocratie locale,
- la décentralisation, le territoire et les politiques contractuelles, ...

Axe n° 2 : les fondamentaux relatifs aux compétences du Syndicat des Mobilités de Touraine et à l'exercice de la délégation confiée aux délégués

Soit, à titre d'exemple :

- les Mobilités

Axe n° 3 : le développement des compétences personnelles

Soit, à titre d'exemple :

- la prise de parole et la communication,
- l'animation de réunion,
- l'informatique, la bureautique, ...

Conformément aux dispositions de l'article L. 2123-12 du code général des collectivités territoriales, un tableau récapitulant les actions de formation des délégués financées par le Syndicat des Mobilités de Touraine sera annexé au compte administratif et donnera lieu à un débat annuel sur la formation des membres du Comité Syndical.

Enfin, l'article 105 de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique prévoit d'améliorer les conditions d'exercice des mandats et de renforcer les compétences des élus locaux ; il renvoie à des ordonnances – article 38 de la constitution – dans un délai de 9 mois à compter de la publication de la loi.

Ces textes auront pour objet de :

- permettre aux élus locaux de bénéficier des droits individuels à la formation professionnelle tout au long de la vie grâce un compte personnel de formation;

- faciliter l'accès des élus locaux à la formation, tout particulièrement lors de leur premier mandat ;
- définir un référentiel unique de formation en s'adaptant aux besoins des élus locaux.

En conséquence, il est proposé au Comité Syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2123-12 à L 2123-16 et L. 5216-4,

Vu l'article 105 de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

- **ADOpte** les orientations ci-dessus développées relatives à l'exercice du droit à la formation des délégués du Syndicat des Mobilités de Touraine,

- **PRECISE** que conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, le montant des dépenses de formation ne pourra excéder 20% du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux délégués du Syndicat des Mobilités de Touraine,

- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Le comité adopte à l'unanimité.

**Pour extrait conforme et certification
du caractère exécutoire,**



Le Président,

Wilfried SCHWARTZ